

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule sol Sous-Sol
65000 Tarbes

Tarbes, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

Secteur Landes – Gers
lieu-dit Jouanlanne
40270 Cazères-Sur-L'adour

Références : 2026-0085-Dp
Code AIOT : 0006809247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté LAMOUSSETTE 32400 Saint-Germe. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- LAMOUSSETTE 32400 Saint-Germe
- Code AIOT : 0006809247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NEXSTONE, ci-après nommée exploitant, exploite une carrière de matériaux alluvionnaires sur les territoires des communes de Saint-Germé et Saint-Mont.

Les matériaux extraits sont des sables et graviers. L'emprise foncière du site couvre une surface d'environ 124 hectares dont 107 sont exploitables. Le rythme d'exploitation moyen autorisé est de 500 000 tonnes par an et fixé à 550 000 tonnes par an au maximum.

La durée d'exploitation est fixée pour une durée de 25 ans, jusqu'au 26 février 2038. La cote minimale d'extraction est fixée à 82,5 m NGF.

En dehors de l'activité extractive, le site comprend plusieurs installations classées, notamment pour le concassage criblage des matériaux ainsi qu'une centrale à béton (exploitée par la société Lafarge), une centrale d'enrobage à froid et une station de transit de matériaux inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	rubriques	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Eaux superficielles du périmètre autorisé :	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Suivi hydrogéologique	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ruisseau de Lagrave	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 22.3	Sans objet
3	Méthode	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 24.4.2	Sans objet
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 31	Sans objet
6	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.5	Sans objet
9	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	poussières	article 33.5.4	
10	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.9.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant conduit l'exploitation du site dans le respect des exigences réglementaires, les échanges fréquents avec l'inspection permettent d'anticiper et d'adapter les prescriptions attachées au site. Les contrôles réglementaires sont réalisés aux fréquences attendues et les actions correctives réalisées.

Quelques points méritent une vigilance de la part de l'exploitant, notamment sur l'absence de mise en service de certaines activités (centrale d'enrobés), sur le volet surveillance des eaux souterraines (niveau des plans d'eau), sur la connaissance du débit de la pompe de prélèvement

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rubriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 2
Thème(s) : Situation administrative, classement administratif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2510-1 Exploitation de carrière Superficie totale 124 ha 41 a 19 ca 2515-1-a) Broyage, concassage, criblage, ..., de produits AUTORISATION minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. Puissance installée supérieure à 550 kW 2 650 KW 2517-1 Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. Superficie supérieure à 30 000 m² Surface 70 000 m² 2518-b) Installations de production de béton prêt à l'emploi équipées d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé. Capacité de malaxage inférieure ou égale à 3 m³ Capacité 1.5 m³. 2521-2a Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers Capacité supérieure à 1 500 t/j ; Capacité 2400 tonnes/jour à AUTORISATION 1520-2 Dépôt de goudrons, asphaltes et matière bitumineuses. Quantité supérieure à 50t et inférieure à 500t DÉCLARATION Capacité 150t. 1435-3 Station service non ouverte au public. Volume annuel de carburant distribué supérieur à 100m et inférieur ou égal à 3500 m³. DÉCLARATION Quantité 3500 m³/an</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification administrative des activités a permis de constater une évolution des rubriques visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Les activités suivantes du site sont maintenues et exploitées dans le respect des seuils et quantités fixés. Ainsi les rubriques 2510-1, 2515-1-a, 2517-1 et 1435-3 n'appellent aucune remarque de l'inspection.</p> <p>En revanche la rubrique 2518-b) n'est plus exploitée par la société NEXSTONE, l'exploitant a transmis au préfet du Gers un dossier à porter à connaissance afin de retirer cette activité et le foncier du périmètre ICPE de la carrière en vue de son transfert à la société LAFARGE.</p> <p>Lors des échanges l'exploitant a précisé que les rubriques 2521-2a "station d'enrobage au bitume de matériaux routiers à froid" et 1520-2 "dépôt de goudrons, asphaltes et matières bitumineuses"</p>

n'ont jamais été mises en service, il n'a pas justifié d'un cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai. Les rubriques visées cessent de produire effet, en application des articles R181-48 pour les autorisations et R512-74 pour les enregistrements ou déclarations du code de l'environnement.

L'inspection proposera prochainement au préfet du Gers un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant les rubriques ICPE autorisées, enregistrées ou déclarées sur le site. Au titre des déchets inertes admis sur le site, l'exploitant a déclaré avoir admis 2989 tonnes de déchets inertes sur le site, cette quantité est inférieure à la capacité définie par l'arrêté d'autorisation (6000 tonnes- art. 33.7.2). L'inspection précise qu'un délai de trois ans est donné à l'exploitant pour recycler les déchets en transit sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme l'absence de mise en service des installations relevant des rubriques 2521-2a "station d'enrobage au bitume de matériaux routiers à froid" et 1520-2 " dépôt de goudrons , asphaltes et matières bitumineuses de la nomenclature. A défaut une procédure de cessation d'activité devra être initiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Ruisseau de Lagrave

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 22.3

Thème(s) : Risques chroniques, aménagement ruisseau

Prescription contrôlée :

En fin de phase n°2, l'exploitant aménage ce ruisseau afin de permettre le passage des engins de chantier et du convoyeur. Ces aménagements ne doivent pas modifier l'écoulement du ruisseau.

Constats :

Après étude, l'exploitant a souhaité modifier le projet d'accès à la partie nord du site, en réalisant un transfert de matériaux par bande transporteuse sous voirie et au-dessus du canal, plutôt que la déconstruction de la voirie existante et sa reconstruction au Nord du site.

Ces modifications de moindre impact ont fait l'objet d'un porter à connaissance au préfet du Gers, ce porter à connaissance est en cours d'instruction et fera prochainement, si nécessaire, l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'autorisation initiale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Méthode

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 24.4.2

Thème(s) : Situation administrative, méthode d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'extraction est principalement réalisée à l'excavateur à godets, exceptionnellement à la pelle

hydraulique ou à la dragueline (pour les secteurs peu accessibles à l'excavateur). La profondeur maximale des excavations est limitée à 10 mètres par rapport au terrain naturel. La côte minimale en fond d'excavation est de 82.5 m NGF. L'exploitant fait procéder annuellement, par une société spécialisée, à un contrôle de la profondeur d'extraction de la phase en cours.

Constats :

L'extraction des matériaux à l'excavateur à godet s'est avérée inadaptée aux caractéristiques du gisement, la cohésion des matériaux ne permettait pas leur extraction avec cet équipement qui a depuis été démantelé. Aussi l'exploitant a adapté la méthode d'exploitation en premier lieu au moyen d'une pelle hydraulique qui s'est avérée également non adaptée pour excaver toute la puissance du gisement, puis par l'usage d'une dragueline en sous-traitance. Le changement de méthode d'exploitation n'a pas d'incidence sur les résultats des mesures de surveillance environnementale (bruit notamment).

Cette modification a été déclarée au préfet du Gers.

La vérification de la côte minimale d'excavation indique une référence à 84 mNGF, conforme à la côte minimale d'excavation autorisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 31

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000" ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : + les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, + les parcelles cadastrales, + les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, * les cotes NGF des différents points significatifs, + les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, ° la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 30 ci-dessus, + les limites de la phase en cours, * les zones de stockage des terres et stériles de découverte, ainsi que celles de stockage des fines de décantation (avant leur utilisation pour la remise en état du site), + la hauteur des stocks.

Constats :

Le plan présenté a été mis à jour le 23/10/2024, il n'appelle pas d'observation de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux superficielles du périmètre autorisé :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Ruissellements hors zone d'exploitation

Prescription contrôlée :

De manière générale, les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées

et/ou non compactées, qui sont susceptibles de ruisseler hors du site ou dans les lacs, sont drainées par des fossés et acheminées vers des dispositifs de décantation (noues, bassins, ...) permettant de respecter les critères de qualité avant rejet tels que définis ci-dessous. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol ou rejetées dans les lacs. Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation (zones compactées ou imperméabilisées), aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. L'exploitant doit être en mesure de justifier du dimensionnement (en fonction des surfaces à traiter et sur la base minimale d'une pluie décennale de trente minutes) des dispositifs de collecte des eaux de ruissellement : noues, bassins, ... Les zones non exploitées et cultivées, contigües à un plan d'eau, sont équipées d'un fossé en bordure de plan d'eau (ou tout dispositif équivalent) pour éviter le transfert des eaux de ruissellement vers le lac.

Constats :

Les ruissèlements sur les zones compactées ou imperméabilisées sont gérés par des fossés et bassins, avant rejet vers le milieu extérieur. L'exploitant n'a pas justifié du respect des critères de dimensionnement des bassins (pluie décennale, trente minutes).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie du bon dimensionnement des bassins de collecte des eaux de ruissèlement pour les surfaces interceptées dans les conditions d'une pluie décennale de trente minutes. Les débits de rejet doivent respecter les seuils départementaux en la matière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux VLE

Prescription contrôlée :

Ces effluents doivent, avant rejet, respecter les critères suivants : "le pH est compris entre 5,5 et 8,5+ la température est inférieure à 30° C+ conductivité+ les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l+ la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/i+ __ les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Constats :

L'inspection a constaté un léger dépassement récurrent du potentiel d'hydrogène (pH) pour les analyses présentées en rejet de séparateur R1 et R3 (pH à 8.8 pour 8.5 autorisé). Le dépassement doit conduire l'exploitant à identifier l'origine de cette élévation de pH afin de maîtriser une éventuelle dérive.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour les prochains contrôles réalisés, l'exploitant devra se positionner sur l'absence de risques d'évolution du pH et, le cas échéant, enregistrer les commentaires et actions correctives éventuellement menées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une surveillance de l'impact de la carrière sur les eaux souterraines selon les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Le suivi des niveaux de la nappe est réalisé sur 6 piézomètres (Pz n°1, 2, 5, 7,9, 10) et 5 puits (P n°3, 5, 7,9 et 11) et 4 échelles limnigraphes (une dans chaque Lac), • Les contrôles sont effectués mensuellement et font l'objet d'un enregistrement. • Des contrôles de la qualité des eaux sont réalisés annuellement au niveau des lacs et sur les puits « P3 », « P5 » et « P11 » et sur les piézomètres Pz1, Pz7, Pz9 et Pz10. Les paramètres de contrôle sont : conductivité, pH, température, chlorures, ammonium, nitrates, phosphates et hydrocarbures totaux.
Constats : L'inspection a constaté sur les résultats présentés que les relevés des hauteurs d'eau des lacs, n'étaient pas réalisés. Le bilan hydrogéologique doit s'appuyer sur l'ensemble des relevés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le suivi hydrogéologique mensuel par la mesure des hauteurs des plans d'eau, les échelles limnigraphiques peuvent être remplacées par d'autres méthodes permettant d'assurer le même objectif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.4

Thème(s) : Situation administrative, Prélèvement – pompage
Prescription contrôlée : Le débit maximal de pompage est fixé à 55 m ³ /h. La pompe est équipée d'un compteur qui est relevé mensuellement. Le point de prélèvement doit être localisé sur un plan.
Constats : L'exploitant n'a pas produit les caractéristiques de débit de la pompe. Le prélèvement annuel est relevé à 50000m ³ . Le prélèvement maximal annuel mentionné par l'arrêté préfectoral n°32-2023-07-28-00006 du 28 juillet 2023 fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse est limité à 70135m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie du respect du débit de la pompe de prélèvement d'eau, dans le cas où le débit de la pompe serait supérieur au débit maximal autorisé fixé à 55 m ³ /h, l'exploitant devra préciser la solution retenue pour respecter ce débit maximal de prélèvement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Contrôles poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel retombées de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum annuelle. Le seuil de niveau de pollution de l'air doit être inférieur à 30g/m ² /mois. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche. A défaut, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées et maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant réalise le suivi des retombées de poussières, les rapports présentés respectent le seuil fixé par l'arrêté préfectoral de 30g/m ² /mois. Cependant, cette fréquence annuelle n'est pas autorisée par l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations de broyage qui prévoit à minima une fréquence trimestrielle. Cette prescription de l'arrêté préfectoral fera l'objet d'une actualisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.9.4
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux limites à ne pas dépasser
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux limites à ne pas dépasser en limites de propriété pour les différentes périodes de la journée sont donnés par le tableau suivant :Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) :+ 70 dB(A) dans les horaires visés à l'article 3 ci-dessus.+ Exploitation interdite le reste du temps y compris les dimanches et jours fériés. Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :+ 6 dB(A) pour la période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés, si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A),+ 5 dB(A) pour la période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés, si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A). L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel(en l'absence du bruit généré par l'établissement). Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNORNF S 31-100 complétées par les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier1997 précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures présentées par l'exploitant respectent les seuils des niveaux sonores prescrits, tant en limite de site que pour les émergences.</p> <p>L'inspection constate une émergence à 4,5 dB au point "Monlezin", un point de vigilance doit être effectif en ce lieu lors du rapprochement de l'exploitation sur ce secteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite